



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET
INSTALLATIONS CLASSÉES

674/jpr/ag

Arrêté du 7 novembre 2025

portant mise en demeure à la société BIMA83 de respecter les dispositions applicables à ses installations sises à CERNAY, 9 rue de l'industrie

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu le livre I, titre 7 du Code de l'environnement et notamment son article L. 171-8 I,
- Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
- Vu l'arrêté préfectoral du 14 octobre 1993 portant autorisation d'exploiter au titre des installations classées une usine de fabrication de colorants spéciaux par la société BIMA 83 située en zone industrielle de CERNAY,
- Vu le dossier de réexamen IED référencé FSUS23.0574C/NT/23-01350 du 12 décembre 2023 produit par le bureau d'études AIRBUS Protect,
- Vu la visite d'inspection du 16 septembre 2025,
- Vu le rapport de l'inspection de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées relatif à la visite d'inspection sus-visée,
- VU l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé,

Considérant que la directive n°1999/13/CE du 11 mars 1999 définit un composé organique comme un composé contenant au moins l'élément carbone et un ou plusieurs des éléments suivants : hydrogène, halogène, oxygène, soufre, phosphore, silicium ou azote, à l'exception

des oxydes de carbone et des carbonates et bicarbonates inorganiques,

Considérant que l'annexe III de l'arrêté du 2 février 1998 définit un « composé organique volatil » (COV) tout composé organique, à l'exclusion du méthane, ayant une pression de vapeur de 0,01 kPa ou plus à une température de 293,15° Kelvin (20°C) ou ayant une volatilité correspondante dans des conditions d'utilisation particulières,

Considérant la formulation $C_8H_{10}O_2$ de la substance 2- phénoxyéthanol et d'après le dossier de réexamen IED susvisé (page 19 – MTD19 et système de gestion des émissions diffuses de COV), la pression de vapeur dans les conditions d'utilisation sur site ici à 80°C est de 0,13 kPa, de fait la substance 2- phénoxyéthanol est un COV,

Considérant que l'annexe III susvisé définit un " solvant organique " tout COV utilisé seul ou en association avec d'autres agents, sans subir de modification chimique, pour dissoudre des matières premières, des produits ou des déchets, ou utilisé comme solvant de nettoyage pour dissoudre des salissures, ou comme dissolvant, dispersant, correcteur de viscosité, correcteur de tension superficielle, plastifiant ou agent protecteur,

Considérant que les dispositions de l'article 28-1 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 prévoient que tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an doit mettre en place un plan de gestion des solvants (PGS),

Considérant que l'exploitant a consommé 89,792 tonnes en 2023 et 44,730 tonnes en 2024 de 2-phénoxyéthanol, COV utilisé à des fins de dissolution des matières premières de production de ses colorants,

Considérant qu'il a été constaté lors de l'inspection du 16 septembre 2025 que l'exploitant BIMA83, est en non-conformité avec les dispositions de l'article 28-1 sus-visé. En effet, l'exploitant n'a pas mis en place de PGS dans l'objectif d'établir un bilan matières des entrées et sorties exprimé en tonne de solvants,

Considérant les dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement :
« indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent Code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. »,

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : la société BIMA83 désignée « l'exploitant » dans le présent arrêté et dont le siège social est situé 12 boulevard Victor Hugo 92110 CLICHY, est mise en demeure pour l'exploitation de ses installations situées 9 rue de l'industrie 68700 CERNAY de respecter, **dans le délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions de l'article 28-1 de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé. Celles-ci sont reprises ci-après :

« Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. »

Article 2 : faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 3: la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg par voie postale ou sur le site www.telerecours.fr. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

Article 4 : le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le 7 novembre 2025

le préfet,
Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général

SIGNÉ

Augustin CELLARD